

Compte rendu du CTL du 4 octobre 2017

Tout d'abord les organisations syndicales ont fait lecture au Directeur d'une déclaration appelant les agents de la DGFIP à la grève le 10 octobre et pointant le fait que c'est encore la DGFIP qui va payer le plus lourd tribut aux suppressions d'emploi (soit 1600 postes sur 1650 supprimés au ministère)

Dans n'importe quelle institution ou entreprise de la taille de la DGFIP, cela s'appelle un plan social !

La réponse du directeur :

« Dans notre intérêt », nous ne devons pas nous poser en victime des suppressions d'emploi mais comme « participant à l'effort collectif ».

À ceci nous répondons que dans le terme de participation il y a une notion de volontariat et que l'« effort » il y a des années que les agents le font au quotidien, sans qu'il en soit fait aucune reconnaissance !

1) les Ponts naturels :

Sont proposés :

- le vendredi 11 mai (Ascension)
- le vendredi 2 novembre
- le lundi 24 décembre

Une OS souhaitait que soit ajouté le 31 décembre, une autre le 30 avril .

Solidaires s'est abstenu pour ne pas pénaliser les collègues qui pratiquent le plus petit module horaire pour des raisons personnelles et légitimes.

Si le Directeur exclut par principe le 31 décembre, il ne s'opposera pas à l'ajout du 30 avril si la DG est d'accord.

2) Réorganisation au sein de la DRFIP

Plusieurs évolutions :

- création d'un pôle métier unique suite au départ du chef du Pôle fiscal : il portera le nom barbare de PIMAR (pilotage des missions et animation du réseau)
- l'ex PPR (pôle pilotage et ressources) devient PIROE (un peu plus exotique) soit pôle pilotage ressources et opérations de l'état.

À l'intérieur du pôle métier la division des particuliers fusionnera avec celle des professionnels.

Encore une fois Solidaires répète qu'on doit d'abord examiner les missions, puis mettre les moyens de leur réalisation.

Or ces restructurations sont dictées par la disponibilité, ou pas, de cadres A+ pour les animer.

Ce n'est pas la première fois que la question se présente c'est pourquoi Solidaires a voté contre.

3) A la demande de Solidaires Finances Publiques

Un point d'étape sur la mise en œuvre des restructurations a été fait par la Direction.

Les arrêtés validant les différentes restructurations présentées au CTL du 5 juillet seront probablement pris, ou pas, tardivement par le gouvernement.

Il en résulte que les collègues concernés n'ont aucune visibilité sur leur sort.

La Direction nous a répondu que les RH se déplacent actuellement sur les sites concernés.

En ce qui concerne l'exercice des missions deux questions se posent selon nous :

- comment faire face au travail à accomplir entre le 1 janvier et le 1 septembre s'il arrive dans un poste sans qu'aucun collègue ne suive ?
- le travail à distance par exemple en SIE est-il utile dans la mesure où :
- d'une part les collègues qui font jouer leur garantie devront donc apprendre de nouvelles tâches accessibles au travail à distance.
- d'autre part ce travail à distance n'a pas vocation à être poursuivi au-delà du 1 septembre 2018 .

Solidaires souhaite que le plus d'information possible soit donné aux collègues concernés, aussi bien au plan RH qu'au plan métier, pour leur permettre de prendre des décisions éclairées.

4) Extension des caisses sans numéraire dans les trésoreries

Sont déjà à ce régime :

le SDEA, Woerth, Drulingen, Truchtersheim

Sont proposés :

Marckolsheim et Rosheim à compter du 1/1/2018

Comme à chaque fois que cette question est évoquée en CTL, Solidaires rappelle notre attachement aux principes de service public à savoir :

- égalité de traitement des citoyens
- continuité du service public sur tout le territoire fut-il rural.

À Solidaires nous savons que l'absence de numéraire peut être un soulagement pour les collègues mais nous savons aussi leur attachement à rendre un service au citoyen, c'est ce que nous avons soutenu.

Ce à quoi le Directeur répond « le service public on le met à toutes les sauces » !

Les OS ont unanimement voté contre, un CTL sera donc reconvoqué prochainement et boycotté par Solidaires, sauf événement nous conduisant à rencontrer la Direction.

5) Les gardiens concierges

De nouveaux cahiers de consignes sont imposés aux gardiens concierges définissant leur tâches et leurs horaires de travail dans le cadre de leur doctrine d'emploi.

Après s'être assurés que ces nouvelles « fiches de poste » avaient été approuvées par les intéressés, toutes les OS se sont abstenues.

Pour Solidaires nous n'oublions pas que les gardiens remplaçants ont été licenciés l'an dernier, quelque fois après de nombreuses années de bons et loyaux services

6) Création d'un SAR (Service d'appui au réseau) au 1/11/2017

Il occupera un IDIV et un cadre C basés à la direction.

Sa mission est de travailler à distance pour les postes comptables voire pour les comptables

Nos réserves :

- c'est sûrement une facilité pour palier le déficit d'agents et débarrasser les postes de tâches répétitives.
- mais le SAR peut devenir un outil de démantèlement du réseau des trésoreries, à terme, de plus en plus de tâches risquent d'être transférées vers des pôles de travail à distance.

Chaque comptable signe une convention avec le SAR pour savoir ce qu'il lui délègue, sachant que le comptable reste responsable des tâches effectuées !

La MNAOI, (Mission Nationale d'appui aux Organisations Innovantes), toujours plus fort, reconnaît elle-même un risque de travail à la chaîne, voire d'ennui pour les agents.

Pour nous un service d'assistance ne doit pas être un service de perfusion.

Le contour de ses missions reste encore trop flou et le risque de dérive est patent.
C'est pourquoi Solidaires a voté contre.

7) Bilan de la campagne déclarative 2017 et des avis 2016

La Direction présente un bilan forcément tronqué (pas de comptage des appels non aboutis, pas de comptage des mails).

De plus les élus de Solidaires travaillant en SIP ont pointé le temps passé au téléphone à effectuer de l'assistance informatique avec les usagers, contraints de télédéclarer.

Comme à chaque fois que cette question est évoquée en CTL, nous nous heurtons à une totale incompréhension du Directeur qui fait semblant de ne pas voir le problème et soutient que personne ne doit passer plus de 3mn au téléphone avec qui que ce soit !

8) Bilan de la campagne des entretiens professionnels 2017

Il s'agit d'un bilan statistique et pas nominatif bien sûr.

Cette question sera bientôt obsolète, l'année prochaine plus personne ne sera « noté » !

La question est de savoir quel bilan sera tiré des entretiens, comment vérifier que les agents issus des différents services sont traités de manière équitable, l'opacité de cette procédure sera totale.

Merci PPCR qui introduit des échelons fixes !

9) Actualité immobilière

Le tableau de suivi sera publié sur Ulysse,.

A noter que l'argent manque pour réparer les morceaux de façade qui tombent du 35 : le budget adéquat est géré par la préfecture, pour qui ce n'est pas prioritaire ! La Direction va examiner la possibilité de fixer des filets pour éviter qu'un accident ne se produise.

10) Point sur la situation budgétaire

À ce sujet Solidaires a posé la question de savoir si le budget serait abondé en fin d'année, la réponse semble non, la situation deviendra donc tendue, comme dans de nombreux départements.

11) Questions diverses

- La Direction fait deux points que Solidaires avait demandés dans un précédent CTL :

a) bilan de l'impact sur l'accueil des SIP de l'accueil uniquement sur RDV dans les SIE

Il semble que nos remarques soient corroborées par l'enquête, à savoir que cette mesure n'est pas neutre pour les collègues des SIP qui sont le premier contact avec l'utilisateur, non encore informé, voire mécontent.

Le constat est une première étape, nous espérons que la réflexion suivra.

b) Solidaires se préoccupe de la gestion des stocks de déclarations dans les pôles enregistrement actuels, en prévision de la fusion dans un grand SDE (Service Départemental de l'Enregistrement).
Selon la Direction, les stocks seront conservés à l'endroit où ils sont actuellement et devront être apurés dans les 3 mois, sauf Strasbourg qui cumulera son stock (important pour l'heure) avec le flux !

Le prochain CTL de décembre sera un CTL « suppressions d'emploi »

D'ici là nous aurons l'occasion de marquer collectivement notre désaccord avec la politique actuelle de casse du service public et de mépris des fonctionnaires et de leurs missions, en commençant par une grève massive, à l'appel de TOUS les syndicats de la Fonction Publique.

MARDI 10 OCTOBRE

RDV à 10H PLACE KLEBER